

LE LOGEMENT

L'OPPORTUNITÉ DE LA FONDATION D'UNE BOURSE FÉDÉRALE D'HYPOTHÈQUES—LES PROPOSITIONS DES ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTION

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, étant donné que la grave crise du logement entraîne un chômage, des coûts et des taux hypothécaires élevés, le ministre d'État chargé des Affaires urbaines entreprendra-t-il au moins d'établir la Bourse fédérale d'hypothèques, au sujet de laquelle la Chambre a adopté une loi il y a plus d'un an et demi et qui, de l'avis de son prédécesseur, améliorerait tellement la liquidité sur le marché des hypothèques?

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, je crois que cette question relèverait du ministre des Finances qui reviendra sous peu.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, le ministre s'engagerait-il à présenter ces instances à son collègue, et nous fera-t-il aussi savoir si ses entretiens avec les lotisseurs et les constructeurs sur le genre de mesures nécessaires pour relancer la construction domiciliaire ont abouti à un consensus?

M. Danson: Monsieur l'Orateur, j'aimerais aussi ajouter que le ministre des Finances et moi-même avons eu des discussions à ce sujet. Il tient absolument à lancer la Bourse fédérale d'hypothèques aussitôt que possible. J'ai aussi eu des entretiens à ce sujet en son absence encore ce matin. Pour ce qui est des lotisseurs et des constructeurs, nous essayons évidemment de les rencontrer régulièrement, ainsi que d'autres groupes, pour tâcher de les rallier à nos vues. J'ai aussi rencontré à ce sujet mes homologues provinciaux. Il y a un programme dynamique en cours qui, j'en suis certain, produira...

Des voix: Oh, oh!

* * *

LES IMMEUBLES PUBLICS

IMMEUBLES BOURDIGNON À VANCOUVER—DEMANDE DE RAPPORT DE L'ENQUÊTE SUR L'ANNONCE DE MISE EN LOCATION

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur l'Orateur, la semaine dernière, j'ai demandé au ministre des Travaux publics s'il s'était renseigné sur les appels d'offres relatifs aux locaux de Vancouver destinés aux bureaux de la division de l'impôt. Il m'a répondu qu'il apporterait ses notes à ce sujet le lendemain. Puisque je n'ai plus entendu parler de rien, je voudrais demander au ministre quels sont les résultats de son enquête sur cette affaire.

L'hon. C. M. Drury (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, un appel d'offres a bien eu lieu, mais, économiquement parlant, les résultats n'ont pas été satisfaisants. Un autre appel d'offres a été lancé, mais il n'a pas permis non plus de trouver des locaux suffisants. Aucun contrat n'a donc été adjugé. Nous examinons cette demande de locaux de façon globale pour savoir s'il ne serait pas possible de mettre sur pied une entreprise plus vaste.

Questions orales

● (1450)

LES TRANSPORTS

LES DONNÉES RELATIVES AUX COÛTS DES CHEMINS DE FER DANS LES PROVINCES MARITIMES

M. David MacDonald (Egmont): Ma question s'adresse au ministre des Transports, à qui je souhaite la bienvenue à son retour de la réunion qu'il a eue avec les quatre ministres des Transports de l'Atlantique, étant donné surtout qu'il est rentré par un vol inaugural de l'Île-du-Prince-Édouard à Ottawa. Le ministre peut-il nous dire, après avoir convenu avec les ministres provinciaux de la nécessité d'une politique des tarifs de chemin de fer et d'un accord sur une politique de développement régional ainsi que du besoin urgent de renseignements exacts sur les coûts du transport par les compagnies nationales, peut-il nous dire quand il fournira ces renseignements aux ministres des provinces de l'Atlantique?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, dès que je les obtiendrai de la Commission canadienne des transports.

M. MacDonald (Egmont): Le ministre a dit qu'il présenterait une loi concernant l'information dans le domaine des transports. Peut-il nous dire quand il le fera pour que ces renseignements puissent être déposés?

M. Marchand (Langelier): Je crois que le leader à la Chambre devrait répondre à cette question parce que ce n'est pas moi qui déposerai ce projet de loi à la Chambre.

* * *

LES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

LE COÛT DE LA SURVEILLANCE—LES AVERTISSEMENTS AU SUJET DES RECOURS À DES SOCIÉTÉS PRIVÉES À L'AÉROPORT DE MONTRÉAL

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, j'ai une courte question pour le ministre des Approvisionnement et Services. Peut-il confirmer que le gouvernement fédéral a depuis un an consacré plus de 20 millions de dollars aux services de surveillance et de protection fournis par contrat par le secteur privé? Le chiffre est-il exact?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur le président, j'aurai certainement à vérifier les chiffres; mais si l'on tient compte du fait que nous avons conclu un contrat très important avec le corps des commissionnaires, il se peut très bien que cela atteigne 20 millions de dollars.

[Traduction]

M. MacKay: Le ministre peut-il aussi confirmer qu'en ce qui concerne Securex, l'une des sociétés du secteur privé, le service spécial de sécurité de la police de Montréal lui a par le passé exprimé de sérieux doutes et l'a mis en garde au sujet de l'octroi du contrat pour la mise en place de services de sécurité à l'aéroport international de Montréal? Est-il vrai qu'en dépit de ces avertissements, le contrat a été accordé, bien que depuis lors, la société ait été remplacée?